



Journée d'action du 16 octobre 2014

D'un côté, le gouvernement fait des cadeaux au patronat (CICE, ANI, pacte de responsabilité...), de l'autre il présente l'addition de ces cadeaux au peuple. Sur les 21 milliards d'euros d'économies proposées dans le projet de la Loi Financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2015, 9,6 milliards doivent être dégagés dans le cadre des dépenses de la Sécurité Sociale dont 3,2 milliards sur la branche maladie.

Pourtant l'emploi et les salaires constituent l'enjeu fondamental sur lequel repose tout notre système solidaire en matière de service public et de protection sociale. Les mesures annoncées vont accroître les inégalités en matière d'accès à la santé, de prise en charge du handicap, de la vieillesse, de soutien aux familles, de l'assurance chômage.

Il ne s'agit ni plus ni moins que d'une déstructuration de notre pacte social républicain, et la mise en œuvre d'une politique d'austérité qui ne dit pas son nom.

Ces logiques sont aussi à l'œuvre dans notre profession. Le patronat de la Presse nous attaque sur notre charge de travail, nos conditions de travail, nos emplois et nos statuts. Ces attaques concernent à la fois les sièges éditoriaux, les imprimeries et la distribution.

- Annonce de la fin de l'impression papier du Journal Officiel pour fin 2016.
- Remise en cause de la convention collective Presse pour les sièges éditoriaux du Monde et du groupe Amaury.
- Projet de fermeture de l'Imprimerie du Monde à Ivry et de deux imprimeries du groupe Amaury.
- Volonté de filialiser les services techniques de l'AFP pour remettre en cause le statut des salariés à terme.

Pour le groupe Presstalis, la direction souhaite externaliser l'intégralité du traitement des publications de Bobigny et de Champigny à Géodis Bonneuil avec plus de 180 suppressions d'emplois à la clé, et la remise en cause du statut en province. Un copier-coller du plan présenté et combattu en 2012.

Alors que le plan de réorganisation des SAD en province n'est pas terminé, la direction envisage déjà la fermeture définitive de plateformes locales. La question de la pérennité des emplois tant sur les plateformes régionales que locales est très préoccupante et doit être abordée rapidement. **Le CDI doit être la norme !**

Pour imposer d'autres perspectives, la section SAD du SGLCE-CGT appelle tous les salariés de l'entreprise à effectuer 24h d'arrêt de travail avec pour conséquence la non parution des quotidiens nationaux et le report du traitement des publications d'une journée. Elle appelle à participer aux diverses manifestations prévues à travers toute la France.

A Paris, le 13 octobre 2014